



Recherche européenne

L'Université reçoit 6 millions pour étudier le multilinguisme



François Grin, coordinateur du projet MIME, à Uni Mail. M. DI MATTEO

L'Europe a choisi Genève pour piloter vingt universités et répondre au défi que pose la mobilité à la diversité des langues

Sophie Davaris

Dans une Europe qui vise à créer un grand marché du travail dans lequel les citoyens circulent librement, qu'advient-il de la diversité des langues? L'Université de Genève a quatre ans pour y réfléchir. La Commission européenne a choisi l'alma mater genevoise, parmi une vingtaine de concurrents, pour piloter une vaste étude sur le multilinguisme. Doté de 5 millions d'euros – plus de 6 millions de francs – le programme réunit vingt universités de seize pays sous la houlette d'un Genevois (*lire ci-contre*).

Un paradoxe

Professeur d'économie à la Faculté de traduction et d'interprétation, François Grin est le cerveau du projet MIME (pour Mobility and Inclusion in Multilingual Europe). Dans son bureau d'Uni Mail, le chercheur explique qu'il a fallu répondre à une problématique très large. «L'Europe voulait que l'on s'intéresse à la fois aux arrangements constitutionnels des pays multilingues, à l'enseignement des langues, à la traduction, aux rapports intercommunautaires dans les banlieues diffi-



ciles, à la justice sociale, etc. Il faut tout embrasser.»

Pour ne pas s'éparpiller, l'équipe de MIME va resserrer l'analyse autour d'un «paradoxe». L'Europe favorise la mobilité de 500 millions de personnes pour constituer un vaste marché européen, pointe François Grin. Mais à la différence des Etats-Unis, elle ne fonctionne pas avec une seule langue. Son histoire, sa politique, sa culture et ses langues sont plurielles. «Cette diversité est féconde, note-t-il. Elle favorise le polycentrisme, la créativité, l'innovation que menacerait l'hégémonie d'une langue.» L'Europe veut donc la mobilité et la diversité. Deux valeurs a priori contradictoires.

Adopter une langue

«Si la langue est mise en péril, une résistance à la libre circulation peut se faire sentir. Un certain cosmopolitisme élitaire met en péril la diversité européenne, observe le chercheur. L'enjeu de l'étude

peut alors être reformulé ainsi: comment favoriser la mobilité en préservant la cohésion sociale? Ou comment favoriser l'expression de spécificités linguistiques sans freiner la mobilité? Voici deux objectifs valables mais non convergents: en favorisant l'un, on risque de malmener l'autre.»

Le premier défi du projet MIME sera «de trouver un compromis, une bonne combinaison, en comparant ce qui existe et en proposant des changements.»

Le deuxième objectif consistera à dire si, par des développements technologiques ou des innovations pédagogiques, on peut résoudre ce paradoxe. Par exemple, grâce à l'enseignement des langues par immersion, comme Genève le pratique dans les filières bilingues. Autre piste: le développement des «compétences réceptives». Certaines langues étant très proches, comme le français et l'italien, apprendre les deux n'est pas forcément nécessaire. «On

peut fournir des clés de décodage afin d'accéder, avec peu d'efforts, à des règlements et des modes d'emploi dans des langues voisines de la langue maternelle. Cela permet de mieux utiliser la traduction: elle reste nécessaire pour les textes exigeant une qualité parfaite, mais pour d'autres, qui risqueraient de ne pas être traduits du tout, on peut les traduire vers un nombre restreint de langues, accessibles à tous grâce aux compétences réceptives.»

«Plutôt que formuler des recommandations, on proposera des orientations», note François Grin, qui cite encore une idée, exprimée par l'écrivain Amin Maalouf en 2003: la langue personnelle d'adoption. «Chaque jeune Européen pourrait être amené à développer une compétence très élevée, voire intime, dans une langue choisie parmi les 24 de l'Union... On en est loin, mais on peut y penser.»

La Suisse, un laboratoire en soi

«Nous avons décroché la plus haute note possible», souligne François Grin. Le projet MIME fait partie du programme cadre No 7. Lancé en juillet 2012, son financement n'est pas menacé par le vote du 9 février. Comment Genève a-t-il réussi à convaincre la Commission européenne? «Le multilinguisme fait partie de notre expérience politique. Cela nous a peut-être donné une relative

aisance», avance le professeur. Sur la forme, François Grin a su piloter un jeu d'alliances qui le place à la tête d'une cinquantaine de chercheurs issus d'une dizaine de disciplines: sciences du langage, science politique, sociologie, économie, traductologie, sciences de l'éducation, droit, relations internationales, histoire et psychologie. Le rapport sera rendu en 2018. **S.D.**